

# LA LETTRE DU HERISSON

BIMENSUEL · N° 27 · 1<sup>er</sup> JUIL 85

## sommaire

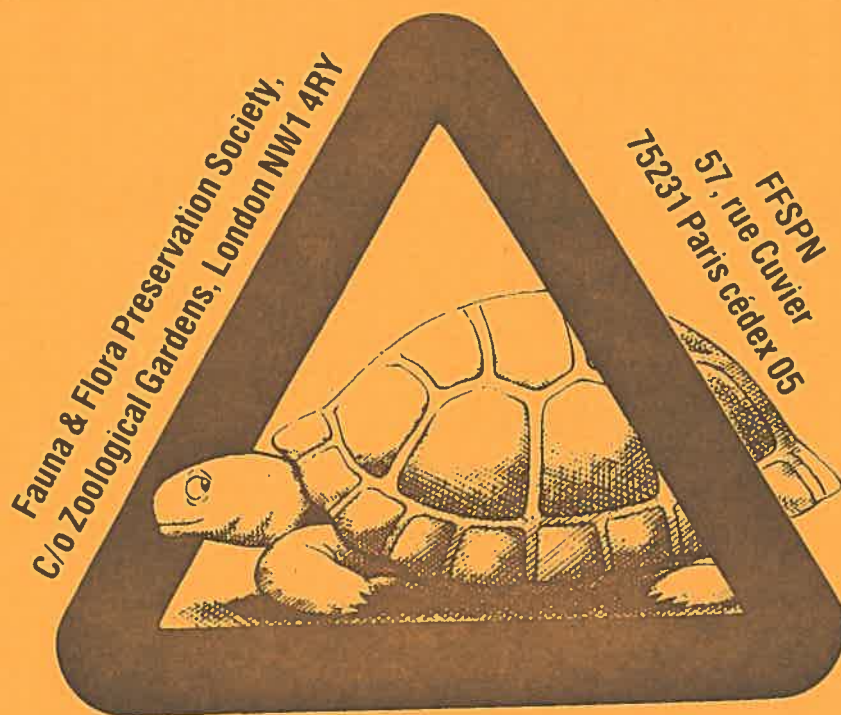
EDITORIAL .....	P. 3
FAUNE : L'EMBARGO SUR L'IMPORTATION DANS LA COMMUNAUTE DES PRODUITS DERIVES DES BEBES PHOQUES CONTINUE	P. 4
UNE GRANDE PREMIERE .....	P. 4
CHINE .....	P. 4
MASSACRE DE TORTUES MARINES AU PARADIS .....	P. 5
MILIEUX NATURELS .....	P. 5/6
POLLUTION : RHONE POULENC, UNE FOIS DE PLUS RESPONSABLE DE LA DESTRUCTION DE LA VIE AQUATIQUE.....	P. 7
POLLUTION AUTOMOBILE .....	P. 8
EN BREF : 1985 ANNEE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE.....	P. 9
LAUREATS DU CONCOURS "LA NATURE EST PARTOUT".....	P. 10
EXPOS .....	P. 11
ETE 85 .....	P. 11/12
PETITES ANNONCES .....	P. 12

CAMPAGNE " Levez le pied "

DE NOUVEAUX AUTOCOLLANTS A LA F F S P N

" Ne m'écrasez pas ..."

Vendu sur place à la FFSPN à 5 F et par correspondance 5 F + 2,10 F de port



**NE M'ECRASEZ  
PAS**

La lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : Y. RENASSI

Redaction : F.F.S.P.N - 57, rue Cuvier - 75231 PARIS Cédex 05

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES  
8, Villa des Fleurs 92400 COURBEVOIE

# —**éditorial**—

---

LES VACANCES APPROCHENT... NOMBRE D'ENTRE NOUS VONT ENFIN POUVOIR DÉLAISSER UN TEMPS LES RÉUNIONS, LES PAPERASSES QUI SONT DEVENUES LE LOT COMMUN DE BIEN DES PROTECTEURS DE LA NATURE. NOUS ALLONS ENFIN TROUVER LE LOISIR D'ALLER VOIR ET OBSERVER CETTE NATURE QUI POURRAIT PAR INSTANT SEMBLER UN MYTHE AU TRAVERS DES DOSSIERS, DES ÂPRES DISCUSSIONS OU DES NÉGOCIATIONS À N'EN PLUS FINIR QUI EN MASQUENT LA RÉALITÉ.

C'EST LE MOMENT DE "PRENDRE SON PIED" ET D'ESPÉRER QU'UN JOUR NOUS SERONS ASSEZ ORGANISÉS POUR POUVOIR CONCILIER TOUT AU LONG DE L'ANNÉE LE PIED ET LA NÉCESSITÉ...

ALORS BONNES VACANCES À TOUS !

ET SI, PAR HASARD, LES CONDITIONS CLIMATIQUES SE RÉVÉLAIENT TROP DÉSASTREUSES, UN CONSEIL : LISEZ "CHASSE AUX LOUPS ET AUTRES CHASSES EN BASSES BRETAGNE" DE E.W.L. DAVIES (PUBLI-CITÉ GRATUITE...)

TOUT PASTEUR GALLOIS QU'IL ÉTAIT, L'AUTEUR SILLONNANT LA RÉGION DE CARHAIX EN 1855 ET 1856 TÉMOIGNE D'UNE CERTAINE FAÇON DE VIVRE QUI VAUT D'ÊTRE CONNUE, CE N'ÉTAIT PAS FORCÉMENT LE "BON TEMPS", MAIS IL Y AVAIT DE SACRÉS BONSHOMMES ET UN PAYS OÙ LE REMEMBREMENT N'ÉTAIT PAS ENCORE PASSÉ.

JEAN PIERRE RAFFIN



# faune

## L'EMBARGO SUR L'IMPORTATION DANS LA COMMUNAUTÉ DES PRODUITS DÉRIVÉS DES BÉBÉS PHOQUES CONTINUE...

Le Bureau Européen de l'Environnement (BEE) et la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature (FFSPN) sont heureux d'apprendre que la Commission Européenne a fait la proposition de prolonger pour une durée illimitée l'embargo sur l'importation dans la Communauté des produits dérivés des bébés phoques harpés et à capuchon.

Le BEE et la FFSPN veulent spécialement féliciter le commissaire M. Stanley CLINTON DAVIS pour la ferme position qu'il a prise sur ce point lors de la rencontre avec les autorités canadiennes. En cette occurrence, les Canadiens ont fort essayé de convaincre M. CLINTON DAVID de mettre fin à l'embargo actuel de la CEE sur l'importation des peaux de bébés phoques qui viendra à expiration en octobre 1985, mais sans succès.

### UNE GRANDE PREMIERE

#### UN COUPLE DE CIGOGNES À LA RÉSERVE DE BRUGES (AQUITAINE)

Deux cigognes en migration ont fait escale à la réserve de Bruges, gérée par la SEPANSO, membre de la FFSPN.

Sans doute l'endroit leur a plu, car elles y ont fait leur nid.

C'est un événement dans cet espace protégé, créé voici deux ans. Pour les protecteurs de la nature, c'est la confirmation de l'utilité de la réserve de Bruges comme lieu d'accueil de multiples espèces d'oiseaux migrateurs.

Les cigognes blanches sont des oiseaux de plus en plus rares. Elles sont entièrement protégées en Europe depuis plusieurs années. Mais malheureusement, sur leur zones d'hivernage en Afrique, elles sont encore chassées dans certains pays.

D'où cette chute importante des populations des cigognes : en 1927, il y avait encore 173 couples en Alsace et en 1974, il n'en restait plus que 9.

Les associations de protection de la nature préparent une campagne internationale pour la sauvegarde de cette espèce dans son entière aire de répartition.



### CHINE

#### LA POLUPATION DES SINGES RHÉSUS EN AUGMENTATION

En 1982, il ne restait que 700 singes Rhésus dans la réserve naturelle de Province de Henan, la plus grande de la Chine du Nord.

Les mesures efficaces de la protection de cette espèce prises par le gouvernement de cette province ont permis non seulement d'arrêter la chute des populations de cette espèce, mais de la voir doubler en 2 ans. Actuellement, on recense 1800 spécimens dans la réserve.

Le gouvernement provincial a dépensé 60.000\$ l'année dernière pour la sauvegarde de cette espèce qui voit ses populations décliner, dans le monde entier (20 millions au début du siècle, 500 000 aujourd'hui).

### BRIGADES ANTI-BRACONNAGE AU KENYA

*Fred Pertet (Naivasha Wild Life and Fisheries Training Institute, Nairobi)*

NAIROBI, KENYA : Les efforts faits pour sauver la faune commencent à donner des résultats. Vers 1975, la situation était critique pour certaines espèces, comme le rhinocéros. En 1977, le gouvernement interdit la chasse au gibier, et un an après, les trophées de chasse.

En 1978, le Kenya devait affecter 5 millions de \$ à la création d'une unité anti-braconnage et 2,5 millions de \$ aux salaires des garde-chasse. Pour une efficacité maximale, il faut 15 hommes par véhicule, équipés d'un émetteur-récepteur, de fusils et de tentes.

Cette brigade compte sur l'aide d'un réseau d'indicateurs. Ceux-ci perçoivent 10% de la valeur des trophées découverts et une partie de l'amende versée par les braconniers. Les régions éloignées du parc sont surveillées par des patrouilles-radio aériennes.

Cette lutte a coûté au pays 8 millions de \$ en 8 ans, dont 20%, soit 1,5 million, ont été récupérés. La valeur écologique des animaux sauvés est inestimable. Mais ces frais ont récemment doublé, et quelle que soit la bonne volonté du gouvernement, il risque d'être difficile de trouver les moyens financiers nécessaires.

Paru le 4 avril 85. 825 mots. Anglais seulement.

## MASSACRE DE TORTUES MARINES AU PARADIS

Winarta Adisubrata (Sinar Harapan)

BALI, INDONESIE: Les artisans pêcheurs de l'île ont trop pêché les tortues marines, (carets, a dos plat, ou caouanes) qui

sont en voie de disparition dans leurs eaux et ils sont contraints de se tourner vers d'autres espèces.

L'Indonésie est l'un des plus gros exportateurs de produits tirés des tortues, bien qu'elle soit signataire de la CITES (Convention sur le commerce internationale des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction). Ce commerce lui a rapporté 2 millions de dollars en 1979. En outre, la viande de tortue est un aliment de base chez les Indonésiens des côtes. On massacre à Bali plus de 3 000 tortues par an.

D'après le Fonds mondial pour la nature (FMN) les tortues qui se nourrissent au large de l'Indonésie vont pour se reproduire jusqu'en Australie. D'autres font leur nid en Indonésie, leurs oeufs sont récoltés en trop grand nombre et les tortues qui devraient grandir dans les pays voisins sont également menacées. Le FMN recommande que la recherche et la gestion des populations communes soient effectuées en collaboration avec la Papouasie/Nouvelle Guinée, l'Australie, les Philippines et la Malaisie.

Pour que la pêche à la tortue subsiste et profite aux plus déshérités, l'Indonésie devrait, dit le FMN, interdire l'exportation de tous les produits tirés de cet animal, réduire de 70% la récolte des oeufs, et accroître la protection des plages où se trouvent nids et oeufs.

Pourtant, le Dr. Rubini Atmawidjaja, directeur général de la protection des forêts et de la conservation de la nature, dit de ce rapport : "Pourquoi s'inquiéter des tortues vertes? Quelle est la différence entre un poulet et une tortue? Il est inutile de s'inquiéter, nous savons les élever. En créant des élevages de tortues, nous pouvons les traiter comme les poulets."

Si l'étude du FMN est juste, l'Indonésie compte ses tortues avant qu'elles n'éclosent.

Paru le 29 mars 85. 780 mots. Anglais et allemand.

68920. - 27 mai 1985. - M. Bernard Stael expose à M. le ministre de l'agriculture que le décret du 12 octobre 1977, contrairement à ce qu'avait imposé le législateur, dresse un tableau exhaustif des ouvrages ou travaux soumis à l'étude d'impact d'après les critères liés à la nature des travaux, à leur taille et à leur coût. Il en résulte que les ouvrages ou les travaux susvisés, qui ne sont pas mentionnés dans ce décret, sont exclus du champ d'application de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1976, relative à la protection de la nature. Se référant à des déclarations de scientifiques éminents, dont l'objectivité ne saurait être mise en cause, il lui demande de lui confirmer si des travaux hydrauliques de grande ampleur peuvent échapper aux dispositions de l'article 2 de la loi précitée, par la substitution au terme « aménagement », de l'expression « assainissement et valorisation des terres agricoles ». Par ailleurs, il lui demande s'il envisage de faire de l'étude d'impact applicable aux travaux d'hydraulique agricole visés à l'article 175 du code rural, et tout particulièrement aux opérations d'assèchement des marais et des zones humides, une étude de recherche optimale portant sur le bien-fondé du projet, la rationalité de l'investissement, le choix du site, et non plus une étude catégorielle excluant de son champ d'application le domaine économique et justifiant le parti-pris des aménageurs. En effet, le maintien des zones humides à l'état naturel ou peu transformé, ou de la diversité biologique liée à la diversité des exploitants du sol et aux qualités intrinsèques de chaque région naturelle, revêt désormais une importance fondamentale au plan économique et écologique, et impose une lecture scrupuleuse de l'article 2 de la loi précitée. Une étude d'environnement, comme celle accompagnant le schéma d'aménagement des marais de l'Ouest, destinée à définir les zones les plus intéressantes et les plus fragiles, se traduira vraisemblablement par des solutions ponctuelles (création de réserves naturelles, mise en œuvre d'une réglementation spécifique) qui ne constituent que des palliatifs et n'apportent pas de réponse adaptée à des problèmes globaux, touchant au mode d'exploitation agricole ou à la régression spectaculaire des zones humides de l'Ouest, aux conséquences très néfastes sur les milieux naturels. Au contraire, une étude s'inspirant des méthodes comparatives utilisées par les biologistes et les économistes américains, qui aurait pour objectif la connaissance de la valeur réelle des zones humides, et qui s'efforcerait d'établir un inventaire complet de leurs fonctions et caractéristiques pour déterminer, ensuite, leur valeur en termes socioéconomiques et financiers, aboutirait à un processus de décision cohérent.

68921. - 27 mai 1985. - M. Bernard Stael s'inquiète auprès de Mme le ministre de l'environnement de la régression spectaculaire des zones humides en Europe de l'Ouest, et plus particulièrement des conséquences que fait peser sur l'environnement la poursuite du programme d'assèchement des marais situés entre le golfe du Morbihan et la Gironde. L'échec technique et économique des programmes de valorisation agricole de grande ampleur, comme ceux entrepris, par exemple, dans les marais de la Vilaine, démontre désormais la nécessité de maintenir la diversité biologique liée à la diversité des exploitants du sol et aux qualités intrinsèques de chaque région naturelle. Sur le plan de l'environnement, la poursuite des opérations d'assèchement sur des zones aussi fragiles que les marais littoraux, entraînant la disparition ou la modification profonde des zones humides, menace, à terme, la survie d'une avifaune qui participe à l'équilibre biologique du milieu naturel. Or la convention de Ramsar, qui tend à protéger les milieux, en prenant notamment en compte les phénomènes d'interdépendance entre l'homme et son environnement, l'idée de relation/rapport, d'équilibre biologique actif et passif, d'interférences locales et transfrontalières, engage la France à préserver les zones humides d'importance internationale, sinon toutes les zones humides. De même, la directive n° 79-409 C.E.E. relative à la conservation des oiseaux sauvages a introduit dans notre droit positif, en renforçant leur portée, les standards juridiques sur lesquels repose l'économie de la convention. Elle affirme également, aux termes de l'article 3, la responsabilité de l'Etat dans le domaine de la préservation, du maintien ou du rétablissement des milieux naturels. En effet, la protection ou la gestion des espèces est indissociable d'une protection ou d'une gestion des habitats. Celles-ci ne peuvent se réaliser qu'en fonction d'un territoire donné : la gestion du contenu implique la gestion du contenant. La création de réserves naturelles ou de réglementations spécifiques sur lesquelles débouchent généralement les études commandées par les ministères aménageurs n'apportant que des réponses ponctuelles à une question globale, il lui demande : 1° de bien vouloir lui indiquer, très concrètement, comment les principes et les catégories juridiques évoqués ci-dessus sont et seront intégrés dans notre droit positif, ainsi que la façon dont le Gouvernement français exécute, dans ses choix politiques et administratifs, l'obligation de moyens mis à sa charge par le droit international et communautaire ; 2° de lui préciser la manière dont la France entend appliquer les mécanismes prévus par la convention et la directive précitées, face, d'une part, aux menaces d'utilisation industrielle d'assèchement des prairies alluviales de la baie de Seine d'importance internationale, selon le classement C.E.E.) et, d'autre part, face au gigantisme du projet d'assèchement des marais vendéens, considérés comme le deuxième centre d'hivernage français pour les canards et les oies, une zone de relais essentielle pour l'avifaune migratrice, les grands lacs, et une zone humide d'intérêt international pour la nidification de certaines espèces.





## LES FORETS HUMIDES VICTIMES DES PROFITEURS

*Catherine Caufield (New Scientist, GB)*

LONDRES : Les forêts tropicales humides abritent 40 à 50% des êtres vivants, bien qu'elles ne couvrent que 2% du globe. Extraordinairement fertiles, sources d'aliments, de remèdes et de matières nouvelles, ces forêts sont détruites si rapidement que 20% ont disparu en 15 ans.

Pourquoi détruire quelque chose d'irremplaçable? Pour vendre le bois, pour exploiter l'or et le fer du sous-sol, pour accroître les superficies cultivées.

Les forêts humides servent aux gouvernements de soupape de sécurité pour retarder les réformes agraires. Le Brésil n'a pas besoin de mettre en culture l'Amazonie. Si les autres terres arables étaient plus équitablement réparties, chaque famille disposerait de 4 ha. Mais actuellement, 4,5% des propriétaires terriens possèdent 81% des terres cultivables, alors que 70% des ménages ruraux n'ont pas de terre.

En Asie du Sud-Est, en Océanie et en

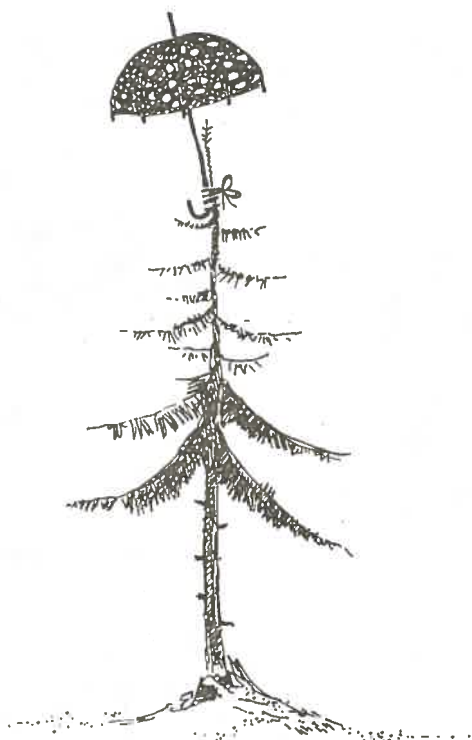
Afrique, l'exploitation forestière est, avec l'agriculture paysanne, la principale cause du déboisement. En Indonésie, l'agriculture fait disparaître 202 000 ha de forêts par an, d'après la FAO, soit  $\frac{1}{4}$  seulement de la superficie touchée par l'abattage.

Avec les forêts disparaissent des millions d'espèces de faune et de flore, qui perdent leur habitat. Beaucoup sont inconnus de la science, mais on peut juger de leur potentiel par les découvertes passées : sans elles, nous n'aurions ni quinine, ni café, ni caoutchouc, ni bien d'autres produits thérapeutiques ou industriels.

Certains estiment qu'il faut sacrifier ces forêts pour le bien des pauvres et des sans terre, mais leur exploitation profite surtout à un petit groupe d'investisseurs et de consommateurs et accentue l'inégalité. Et le reste du monde en pâtit.

Paru le 8 mars 85. 870 mots. Anglais, espagnol et allemand.

*In the Rainforest* par Catherine Caufield est publié par Heinemann, Londres et Alfred A Knopf, New York, mars 1985. £10.95 sterling.



## — en bref —

### 1985 ANNEE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

Dans le cadre de cette Année Internationale de la Jeunesse, l'UICN prépare un ouvrage de référence sur la jeunesse, l'énergie et la conservation de la nature.

Un des objectifs essentiels de cet ouvrage est de souligner ce que font les jeunes dans le domaine de la conservation de la nature et du développement, notamment au niveau communautaire.

L'UICN invite donc toutes les personnes qui auraient des informations utiles à ce sujet (coupures de presse, bibliographies, livres, tout autre matériel..) de les adresser au :

Secrétariat de l'UICN  
Avenue du Mont Blanc  
CH 1196 GLAND (Suisse)

### POUR UN NOUVEAU REGARD SUR LA MER

GREENPEACE, l'association internationale qui s'occupe depuis 10 ans de la défense de l'environnement marin, vous propose de découvrir trois expositions qui vous permettront d'avoir un nouveau regard sur la mer.

#### 1/ 10 ans de résistance pour sauver la mer.

Les 26 photos des actions les plus spectaculaires de GREENPEACE en mer.

30 cadres 40 x 50 cm, plus caisse de transport;  
poids total : 80 kg.

#### 2/ Vivre avec les baleines

Exposition des 32 plus belles images de Bill Curt-singer, photographe sous-marin.

32 cadres 50 x 60 cm, plus caisse de transport;  
poids total 105 kg.

#### 3/ A ma mer

25 panneaux de 60 x 80 représentant les dessins du livre "A ma mer"

Pour connaître les tarifs de location, s'adresser à :

Jean Marc PIAS - GREENPEACE  
3, rue de la Bûcherie  
75005 PARIS- Tél. 325.91.37

\* \* \*

Le Centre d'Initiation à l'Environnement de St Bonnet Tronçais organise du 16 au 20 juillet 85 un stage sur le thème : lecture du paysage. L'objectif de ce stage est d'offrir aux participants une approche diversifiée du paysage, basée sur des méthodes d'analyses complémentaires:

- la description du paysage
- l'histoire du paysage, son évolution, son devenir,
- le paysage et sa gestion.

Le prix du stage (hébergement et nourriture compris) : 900,00 F

Inscriptions.

C.I.E de TRONCAIS  
ST BONNET DE TRONCAIS  
Tél. 16.70.06.14.69





# LAUREATS du CONCOURS

## "La nature est partout"



Les Amis du  
Cragou  
Plougonven



Atelier Populaire  
d'Urbanisme  
du Vieux-Lille

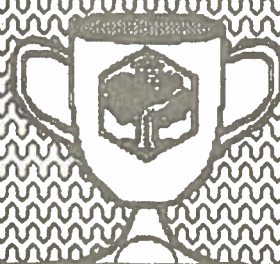


C.D.P.N.E.  
Loir et Cher



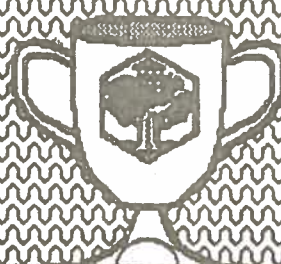
Club de la Nature  
Maison des Jeunes  
Bailleul

### 3 PRIX SPECIAUX



PEDAGOGIE

Eclaireurs et  
Eclaireuses de France  
Sarreguemines



ORIGINALITE

FRAPNA  
ISERE



SPECIAL du JURY

Groupe  
S.O.S. Terrils  
Hersin-Coupigny

### 6 MENTIONS

Club des jeunes  
pour la nature  
Combs la ville

Club Nature du  
Collège Le Bris  
Douarnenez

FIR Lorraine  
Fénétrange

Association SOLEYROL  
Lassalle

Association Protection  
de la Nature  
Levis Saint-Nom

Elevés du Collège  
Jean Zay  
Sotteville-les-Rouen

MINISTERE DE L'  
ENVIRONNEMENT

SECRETARIAT D'  
ETAT AU  
TOURISME

TF1

F.F.S.P.N.



## EXPOSITION "L'AFFICHE ET LA NATURE" A BLOIS

Du 14 juin au 7 septembre 1985, la galerie la Marge, 2 place du Château à Blois, présente une exposition "l'Affiche et la Nature" réalisée avec la collaboration de la Fédération Régionale des Associations de protection de l'Environnement du Centre (FRAPEC).

Lorsque les concepts de conservation de la nature ont émergé avec force au début des années 70, de nombreux moyens de communication, presse écrite, édition, radio, télévision, se sont emparés de ce thème pour informer ou alerter l'opinion publique.

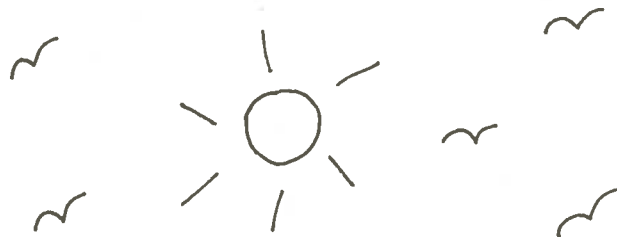
Une recherche récente a permis de mettre en évidence que l'affiche tenait également une place importante comme support de communication pour transmettre, diffuser des idées et des informations sur la nature et l'environnement. On estime en effet que, depuis près de vingt ans, des organismes publics et para-publics (Ministère de l'Environnement, Direction des Forêts, Conservatoire du Littoral, Parcs Nationaux, Agence de Bassin, Agence Nationale pour la Récupération et l'Élimination des Déchets, etc.) et de nombreuses associations nationales, régionales et locales ont édité au moins 300 affiches "à message".

L'exposition présente une sélection d'affiches choisies non seulement pour leur qualité graphique, mais aussi avec la préoccupation de faire découvrir une production représentative de ces vingt dernières années et de mettre en évidence la diversité des centres d'intérêt. De nombreux artistes et illustrateurs ont participé à l'édition de ces affiches avec des noms connus : Savignac Sempé, Samivel, Moebius, Tabary, Montellier, Trez, Cat, de Moor, Pratesi, Barruel, Boor, Fournier...

A cette manifestation, s'ajoute la publication d'un catalogue d'exposition avec une présentation générale de A. Arbousse-Bastide. De plus, avec le concours de six artistes, Michel CHARPENTIER, Robert HAINARD, Philippe LEGENDRE KVATER, Dominique MANSION, Jacques RIME et Catherine SEGHERS, la galerie La Marge édite spécialement un tirage limité de 6 affiches originales signées et numérotées (format 50 x 65, impression sur papier à grain de Rives).

L'exposition est ouverte tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h 30.

La Marge, 2 place du Château 41000 BLOIS  
Tél. (54) 78.18.05  
FRAPEC, 11, rue des 3 clés, 45000 ORLEANS  
Tél. (38) 53.06.14

RENCONTRES ECOLOGIQUES INTERNATIONALES  
CET ETE

. Ecologie et art de vivre dans le Centre-Ouest Atlantique- du 18 au 28 Août 1985

L'Association de Protection, de Recherche et d'Initiation au Marais, (l'A.P.R.I.M), coorganise cette rencontre trinationale (Italieno-germano-française), réunissant des jeunes de 18 à 25 ans s'intéressant aux problèmes écologiques.

Un double thème sera abordé à travers de nombreuses visites et rencontres.

- la découverte des zones humides

découvrir les différents types de marais de la région et l'intervention de l'homme dans ces milieux.

- l'art de vivre

Par son action sur le milieu, l'homme a adopté un mode de vie propre à ces régions.

Cette rencontre comptera 21 participants, dont 7 stagiaires français.

lieu d'hébergement : le centre de la Clairière à La Tremblade

Coût : 1300 F/personne (hébergement, nourriture et activités).

. Etude du milieu et tourisme à bord d'une péniche à voile sur l'Elbe:

Du 2 au 12 septembre, entre Hambourg et l'embouchure de l'Elbe, cette rencontre concerne également les jeunes français, allemands et italiens de 18 à 25 ans.

## Contenu du séjour:

- approche des problèmes posés par l'industrialisation de cette région,
- découverte touristique de la vallée de l'Elbe,
- rencontres avec des groupes de citoyens (Ecologistes..)

Coût: 1300 F/personne, les frais du voyage sont pris en charge par l'Office Franco Allemand pour la Jeunesse.

Pour tout contact : l'A.P.R.I.M. au (46) 84.22.34

Le "DEUTSCHER JUGENDBUND FÜR NATURBEOBACHTUNG" organise du 12 au 24 Août 1985, un stage écologique franco-allemand pour les jeunes de 15 à 25 ans.

— végétation subméditerranée du Kaisertuhl, oiseaux et amphibiens dans les anciens bras du Rhin, mort de la forêt en Forêt Noire, le mouvement Ecologique sur les deux côtés du Rhin (Bade-Alsace) —

Ce sont les principaux thèmes qui seront abordés lors de ce stage.

Lieu : Ecole de Whyl/Rhin

Prix : 540,00 F

Inscriptions:

DJN  
Ute Kramer  
Kötnerholzweg 3  
D- 3000 HANNOVER 91 (RFA)



### FINLANDE

#### WELCOME TO PARIKKALA NEMUS CAMPUS

L'Université d'Helsinki, WWF - Finlande et la municipalité de la ville de Parikkala organisent du 26 Juillet au 4 Août 1985, un camp international pour les 300 jeunes s'intéressant aux sciences naturelles et à la protection de l'Environnement.

Si vous aimez le camping et la nature, si vous voulez approfondir vos connaissances sur la protection de l'environnement en Finlande, si vous voulez visiter à pied ou à vélo les plus beaux sites de ce pays, contactez :  
Parikkala Nemus Campus  
59100 Parikkala (Finlande)

Recherche objecteur pour Novembre 85 sur Limoges, poste : Animation dans une fédération de protection de la nature, travail en équipe, contact FLEPNA, 11, rue Jauvion, 87000 LIMOGES  
Tél. (55)32.95.58

Recherche objecteur pour novembre 85 sur Limoges, poste : lancement d'un secteur vente de papier recyclé, travail de comptabilité, intéressant, contact, FLEPNA, 11 rue Jauvion 87000 LIMOGES, Tél. (55)32.95.58

La Société Française de Droit de l'Environnement recherche un objecteur pour novembre 85 sur Limoges, profil : formation en droit, poste: consultations juridiques, rédaction de la revue de la S.F.D.E.  
Contact: FLEPNA 11, rue Jauvion  
87000 LIMOGES- Tél. (55)32.95.58

## **SOMMAIRE**

EDITORIAL .....	P. 13
UN MECENE ? POURQUOI PAS ? .....	P. 14
CECI VOUS CONCERNE : UN NOUVEAU SERVICE POUR LES ASSOCIATIONS .....	P. 15
A PROPOS DU RAPPORT DE LA "COMMISSION PICON" .....	P. 15/16

# **— éditorial —**

### DEUX LETTRES DU HÉRISSEON POUR LE PRIX D'UNE ?

COMPTE TENU DES PROBLÈMES SOULEVÉS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DEVANT DES REPRÉSENTANTS DE L'ADMINISTRATION, IL N'ÉTAIT PLUS POSSIBLE DE MAINTENIR LA FORMULE ACTUELLE SANS FAIRE COURIR DE GROS RISQUES À LA LETTRE DU HÉRISSEON. Désormais, nous publierons donc 2 lettres du hérissseon, l'une qui contiendra les informations générales et un supplément réservé aux associations membres de la FFSPN. Nous espérons que les inconvénients seront les plus faibles possibles, mais nous n'avons pas d'autres moyens.

A CE PROPOS, nous rappelons que les associations (et uniquement elles) peuvent prendre des abonnements supplémentaires au prix de 235,40 F (ce prix sera modifié le 1er septembre).

DÉPÊCHEZ-VOUS !

J.P. LE DUC  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



## **ENCORE UNE PAGE QUI PEUT RAPPORTER DE L'ARGENT**

### **UN MECENE ? POURQUOI PAS ?**

Depuis le début de l'année, la FFSPN a effectué une réflexion et une prospection sur les possibilités de mécénat.

Tout n'est pas simple. Il faut trouver des gens prêts à donner de l'argent et il faut ensuite qu'ils nous conviennent (et tout le monde n'est pas d'accord sur les limites).

En Février 1985, nous avons proposé au Ministère de l'Environnement de lancer une campagne sur le mécénat pour la protection de la Nature. "Intéressant!" nous a répondu le conseiller technique mais il réfléchit encore.

Compte tenu qu'il est impossible d'attendre la fin de la réflexion du Ministère et après avoir étudié la question avec un cabinet de relations publiques, nous allons essayer nous-mêmes.

3 opérations FFSPN ont été ou vont être financées. C'est donc possible.

Aussi, nous nous proposons de dresser un catalogue de projets des associations membres de la FFSPN susceptibles d'intéresser un mécène et, soit en profitant des occasions, soit en recherchant systématiquement, nous présenterons ce catalogue à ceux qui ont des sous.

Envoyez-nous donc les dossiers que vous souhaiteriez voir financer. Si possible, avant le 15 septembre (mais il n'y a pas de dates limites, nous ajouterons au "catalogue" les projets au fur et à mesure qu'ils nous parviendront).

Dès que nous aurons trouvé un mécène intéressé, nous vous mettrons en relation avec lui et après... à vous de jouer.

### **QUELQUES CONSEILS.**

- faire un dossier court, très beau (photos couleur très conseillées),
- bien énoncer,
  - . l'objectif recherché
  - . les moyens mis en oeuvre
  - . le résultat attendu (préciser les délais)
  - . le budget
  - . les concours obtenus, espérés ou souhaités
- ne pas oublier qu'un mécène, en général, veut financer un acte positif (éviter les campagnes contre...) et souhaite qu'il y ait du "concret" à la fin.
- bien indiquer qui contacter pour obtenir des précisions ou négocier (nom(s), adresse(s), numéro(s) de téléphone).

Le dossier idéal (mais parfois l'originalité prime !) comporte 4 fiches (objectifs, moyens, résultats, budget et concours).

Aidez-nous : envoyer vos dossiers sous forme de fiches insérées dans une feuille plastique comportant une perforation pour classeur (21 x 29,7)

**VOUS AVEZ DES IDEES.**

**FAITES LES FINANCER.**

**J.P. LE DUC**  
Secrétaire général



## CECI VOUS CONCERNE

A DATER DU 1er SEPTEMBRE 1985, la FFSPN met en place un service juridique pour les associations adhérentes.

### COMMENT FONCTIONNE-T-IL ?

Vous posez par écrit une question. Si elle concerne un dossier, joindre toutes les pièces nécessaires à la compréhension du problème.

Dans le délai d'un mois, notre avocat vous répond.

### VOUS REPONDEZ A TOUT ?

Bien entendu, ce service ne porte pas que sur des renseignements simples et ne nécessite pas une étude juridique très poussée. D'autre part, il n'est répondu qu'aux questions concernant l'activité d'une association membre de la FFSPN. Cela exclut tous les cas personnels.

### COMBIEN CELA COUTE-T-IL ?

Rien (mais soyez aimable de joindre un timbre pour la réponse ou l'affranchissement nécessaire au retour de votre dossier).

### OU ECRIRE ?

FFSPN - Sce Juridique  
57, rue Cuvier  
75231 PARIS Cédex 05

### ET PUIS ?

Les questions d'intérêt général (et les réponses) seront publiées dans la Lettre du Hérisson.

### ATTENTION :

Aucune question n'est acceptée et aucune réponse n'est donnée par téléphone.

En cas d'urgence, vous pouvez utiliser le télex.

## A PROPOS DU RAPPORT DE LA "COMMISSION PICON"

LA LETTRE DU PROFESSEUR DE RICQUES DE L'UNIVERSITE PARIS VII QUE NOUS PUBLIONS CI-APRES S'ADRESSE NON SEULEMENT AUX ENSEIGNANTS DES SCIENCES NATURELLES, MAIS EGLEMENT A TOUS LES RESPONSABLES DES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE AFIN QU'ILS REAGISSENT FACE AUX PROJETS DE MODIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT DES SCIENCES NATURELLES QUI POURRAIENT ETRE DOMMAGEABLES A TOUT LE SYSTEME EDUCATIF DE NOTRE PAYS.

De nombreux biologistes, naturalistes, enseignants, etc. s'étaient émus, à juste titre, il y a deux ans, du "Rapport TAVLITSKI" concernant l'enseignement de la biologie dans le Secondaire (et, par rétroaction, dans le Supérieur!). Diverses Associations et Sociétés savantes avaient donc, à l'époque, pris leurs responsabilités et adressé au Ministère (le Ministre était alors M. SAVARY), un certain nombre de remarques critiques qui, pour un temps, parurent avoir été prises en compte.

Puis à la "Commission TAVLITSKI" succéda la "Commission PICON". Son président, M. L. PICON, Professeur de Physiologie animale à l'Université PARIS VII, ne cacha jamais son accord fondamental avec les options du Rapport TAVLITSKY.

A l'heure actuelle, le rapport de la "Commission PICON" est enfin diffusé, par les soins du Ministère (Secrétariat d'Etat aux Universités) sous forme d'une annexe de 13 pages à la Circulaire du 3 Mai 1985 adressée aux Présidents d'Universités et signée par Madame BLONDEL, Directeur des Enseignements supérieurs.

Il est de la plus haute importance que tous les biologistes et naturalistes (y compris paléontologues et géologues) prennent rapidement connaissance de ce document, réfléchissent soigneusement à ses implications et enjeux, et que les Associations et Sociétés Savantes en discutent puis prennent, une fois encore, à qualités, leurs responsabilités.

Il ne saurait être question de tenter ici une analyse du "rapport ou projet PICON". Il s'agit d'un travail très habile et intelligent, et qui est fort loin de ne présenter que des aspects négatifs. On y remarque une multitude de déclarations, de bonne intentions vis-à-vis de la Biologie évolutive qui, prises au pied de la lettre, sont fort satisfaisantes et devraient rassurer et réjouir tous les naturalistes (on note d'ailleurs un refrain identique émanant simultanément du CNRS dans des documents récents, sans que ces bonnes intentions aient été suivies, jusqu'ici, d'actions très concrètes, à ce qu'il semble).

Toutefois, sans vouloir faire de procès d'intention à qui que ce soit, il y a tout de même lieu, pour les naturalistes, de manifester la plus grande vigilance. L'importance accrue de la "biologie évolutive" en année de Maîtrise d'Enseignement, sur laquelle insiste le "projet PICON", n'est pas dénuée, en effet, de certaines ambiguïtés. De fait, si, par exemple, la proportion "un lièvre" (de Biologie naturaliste)/ "un cheval" (de Biologie moléculaire) était instaurée en "Biologie évolutive" dans le projet et si, au prix d'un tel accroissement de cette "biologie évolutive"-là en Maîtrise, on laissait supprimer, comme explicitement prévu, toute la Biologie naturaliste en Premier Cycle et sa limitation à peu de chose en Licence, il est alors évident que les divers aspects de la biologie "naturaliste" subiraient, à terme, une marginalisation institutionnelle sans précédent dans l'Enseignement Secondaire, comme dans les Universités.

Que dire aussi face à ce projet de "l'autonomie" des Universités dans l'élaboration de leurs cursus d'Enseignement de 1er et 2e Cycles? Que dire, enfin, des dangers de dogmatisme (sans parler de l'irréalisme pratique), introduits comme conséquences d'une promotion peut être déséquilibrée de la Biologie moléculaire, alors que les besoins sociaux en Biologie de l'Environnement et donc en Biologie naturaliste sensu lato sont plus criants que jamais ?

Il ne s'agit là bien sûr que de quelques éléments de réflexion. Le "projet PICON" ne paraît pas, loin de là, entièrement négatif (en tout cas dans sa formulation) et il est certainement modifiable, améliorable. Mais, pour cela, il me paraît capital que les Sociétés Savantes et Associations concernées animent le débat en leur sein puis prennent, soit individuellement, soit collectivement, toutes mesures concrètes qu'elles jugeront utiles, face à ce problème capital, non seulement pour nos disciplines, mais aussi, à terme, pour tout le système éducatif dans ce pays.

Je me permets donc respectueusement de suggérer que cette question urgente soit portée à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de la Société que vous présidez.

Paris, le 7 juin 1985

A. DE RICQLES  
Professeur en Biologie évolutive  
Université PARIS VII

Nous vous rappelons que les prochains envois trimestriels d'informations, destinés aux associations-membres de la FFSPN auront lieu les 15 SEPTEMBRE et LE 15 DECEMBRE 1985.

Si vous voulez informer d'autres associations de vos activités, envoyez 350 EXEMPLAIRES d'imprimés au plus tard une semaine avant la date d'envoi à :

FFSPN  
BP 263  
La Corderie Royale  
17305 ROCHEFORT CEDEX.

